

Un an après son arrivée, le patron d'UniCredit doit encore convaincre

BANQUE

Alors que se tient vendredi l'assemblée générale d'UniCredit, le successeur de Jean-Pierre Mustier est attendu sur sa stratégie en Russie, sa rémunération controversée et sa vision future.

Olivier Tossier
 @oliviertossier
— Correspondant à Rome

Andrea Orcel serait-il parti d'un mauvais pied ? Un an après son arrivée à la tête d'UniCredit, c'est la question qui commence à circuler en Italie. Alors que la deuxième banque du pays tient ce vendredi son assemblée générale, l'ancien chef de la banque d'investissement d'UBS se prépare à une nouvelle fronde d'actionnaires sur sa rémunération, l'une des plus élevées du secteur en Europe (7,5 millions d'euros).

Mais c'est sur la Russie que le successeur de Jean-Pierre Mustier est le plus attendu. Alors qu'UniCredit a chiffré l'exposition directe à sa filiale locale à 1,9 milliard d'euros, auquel s'ajoute une exposition « offshore » (prêts accordés aux clients russes depuis l'étranger) de 4,5 milliards d'euros, il a annoncé mi-mars une « revue urgente » des activités sur place. « Quitter le pays fait partie des possibilités », a-t-il alors prévenu.

Un revirement stratégique pour Andrea Orcel, dont le frère Ricardo Orcel a dirigé la banque d'investissement de la deuxième banque russe VTB : quelques semaines avant l'invasion de la Russie en Ukraine, UniCredit étudiait l'achat de la banque russe Otkritie... aujourd'hui sous sanctions occidentales. Depuis le début du conflit, le groupe a perdu un quart de sa valeur en Bourse, soit 7,5 milliards d'euros.

L'échec de la reprise de BMPS

Dans le pire des cas, la banque milanaise a prévenu que son programme de rachat d'actions pourrait être compromis. Or les actionnaires avaient justement été choyés dans son plan stratégique présenté en décembre dernier. Il leur promettait la distribution d'au moins 16 milliards d'euros à l'horizon 2024. Quant au bénéfice net, les prévisions tablaient sur une hausse de 10 % par an pour atteindre plus

de 4,5 milliards d'euros en 2024. Des objectifs ambitieux qui n'éclipsent pas ce pour quoi le « roi des dealmakers » a été nommé : une grande opération de M & A. « On attend toujours la grande opération pour qu'UniCredit comble son retard vis-à-vis de sa rivale Intesa San Paolo. Le marché est dans l'expectative, alors que l'on ne sait pas très bien quand Orcel pourra exprimer tout son potentiel », confie un membre du conseil d'administration de la banque milanaise.

A l'automne dernier, après des mois d'âpres négociations, le nouveau patron de banque s'était mué en « deal breaker ». Le Trésor italien, qui gère la participation de 64 % de l'Etat dans Banca Monte dei Paschi di Siena (BMPS), avait jugé « punitives » ses conditions pour reprendre la banque toscane en grande difficulté.

« Dans cette négociation, où chacun devait tirer un profit, l'Etat n'a pas compris qu'il avait en face de lui un patron novice, estime avec indulgence Lando Maria Sileoni, secrétaire général de la Fabi, principal syndicat du secteur bancaire italien. Lui n'a pas compris qu'il traitait avec le gouvernement et a perdu d'importants relais politiques. Il doit agir avec une mentalité italienne et non anglo-saxonne. » Après BMPS, un rapprochement avec Banco BPM semble voué à l'échec. Convoité de toutes parts, le numéro trois du marché lui opposerait une résistance tenace et privilégierait un rapprochement avec un établissement de taille similaire, tel que BPER ou Crédit Agricole Italia. « La constitution d'un troisième pôle bancaire serait une défaite pour Andrea Orcel et lui ferait perdre tout espoir de talonner sa grande rivale », estime Lando Maria Sileoni.

Les investisseurs sont sur la même longueur d'onde. « Andrea Orcel n'est pas responsable de la pandémie ni de la guerre en Ukraine, insiste un analyste financier. Il n'aura pas à mener une grande augmentation de capital, qui a été réalisée par son prédécesseur, mais devra renouer des liens forts entre la banque et la péninsule et saisir la bonne occasion pour une acquisition qui la maintienne dans la course avec Intesa San Paolo. » ■

7,5

MILLIARDS D'EUROS

Ce qu'a perdu la valeur du groupe en Bourse depuis le début du conflit Russie-Ukraine, soit un quart du total.

Un anno dopo il suo arrivo, il capo di Unicredit deve ancora convincere